

## *Introduction*

# Proximités, ressources et territoires créatifs

Éric GLON et Bernard PECQUEUR

Bien que la globalisation suscite beaucoup d'incertitudes, les territoires connaissent une effervescence d'initiatives très variées qui dépassent de loin les aspects économiques les plus attendus. Elles émanent de maillages locaux d'individus acteurs eux aussi variés dans leurs dimensions formelles et informelles. Dans ce contexte très incertain où le nomadisme des activités et la volatilité des emplois sont souvent mis en avant, les proximités tissées localement dans le but d'une valorisation des ressources par et pour le territoire semblent contribuer à l'émergence de territoires créatifs (Gilly et Pecqueur, 1995). Il est donc indispensable de nous interroger sur deux points. En premier lieu, ces initiatives sont non seulement empreintes d'une approche totalement renouvelée de la notion de ressource. En second lieu, il n'est possible de comprendre ce renouvellement et cet enrichissement qu'en les mettant en parallèle avec la diversification des aspirations, des motivations des acteurs. Il n'y a pas de ressources sans intentions d'acteurs ou de groupes d'acteurs. Autrement dit plus nous croisons ces « intentionnalités » de plus en plus complexes et de plus en plus larges des socio systèmes locaux avec cet éventail de plus en plus varié des ressources, plus nous allons interroger cette diversité croissante des processus possibles de valorisation des ressources. C'est donc en cherchant à interpréter cette effervescence d'initiatives que nous allons mettre en évidence les conditions dans lesquelles les proximités territoriales engendrent des valorisations spécifiques des ressources alors appelées territoriales dans le cadre de ce que nous pouvons appeler des territoires créatifs. Tel est l'enjeu de cet ouvrage. Cette expression, territoire créatif, renvoie à l'imagination, à la créativité, aux échanges et aux débats d'idées, à l'ouverture et au sens de l'innovation, qui peut ou non animer les socio-systèmes dans le cadre de maillages de proximité.

Si la notion de proximité s'avère constamment présente dans ces réflexions, encore faut-il lui donner du sens car elle n'est pas fatalement synonyme de proximité territoriale. Comment peut-on passer de l'une à l'autre? Définir la proximité territoriale n'est pas aisé tant les contributions sur le sujet sont nombreuses. Nous pouvons tenter une définition tout en la mettant en débat. La proximité territoriale suppose une proximité géographique au sens d'être proche physiquement

et spatialement des autres mais cela n'est pas suffisant. Un individu peut être proche géographiquement de son voisin sans que cela n'engendre un quelconque échange d'idées, de rencontres, voire de processus dynamiques, d'initiatives ou d'actions particulières. Il faut donc qu'il y ait la proximité sociale organisée comme l'ont montré les économistes du groupe « proximité » (Pecqueur et Zimmerman, 2004) en plus de la proximité spatiale (Torre et Beuret, 2012). Mais que nous apportent ces deux conditions et est-ce suffisant pour parler de proximité territoriale? Si nous admettons que le territoire se forge au nom de pratiques, d'activités appropriées et de vécus localisés par des individus et des groupes, cette construction inclut de fait la proximité (Di Méo, 1998; Frémont, 1973; Dardel, 1952). Dans son essence même, le territoire apparaît donc indéfectiblement lié à la notion de proximité géographique et sociale. Elle est au cœur d'un processus de construction qui forge ce qui est consubstantielle de l'existence du territoire et aussi de son intimité (De la Soudière, 2010) c'est-à-dire des sociabilités. En ce sens, nous pouvons dire qu'il n'y a pas de territoire sans proximité. Les usages, les pratiques, les activités qui dessinent à la fois des itinéraires d'individus et des cercles de sociabilités vécus au quotidien sont les vecteurs d'une appropriation de lieux et d'espaces, d'appartenances actives et inhérentes à l'existence humaine (Di Méo, 2004). Elles ont toujours fait partie de la construction territoriale et sans doute face à la globalisation témoignent-elles de cette pulsion de vie, de cette quête permanente de sociabilité de l'être humain qui lui évite l'engloutissement en tant que sujet en des temps incertains (Berque, 2000; 1996). Si ces échanges d'idées, ces relations, ces éléments d'une sociabilité du quotidien relèvent effectivement d'une proximité territoriale, ils n'en recouvrent pas toutes les réalités. La proximité géographique et sociale peut aussi être au cœur de dynamiques collectives d'appropriation et de valorisation spécifique d'atouts et de potentialités. Dans cette quête de spécification des ressources, le territoire apparaît comme une échelle convaincante d'expérimentations, d'innovations qui réinterroge la notion de développement

Au-delà de ce contexte et de cette problématisation, trois questions méritent toute notre attention :

- qu'entend-on par effervescence des initiatives et en quoi sont-elles liées à la proximité?;
- pourquoi et comment ces proximités effervescentes impliquent-elles une approche renouvelée des ressources?;
- comment les proximités territoriales peuvent-elles engendrer des processus de valorisation spécifique des ressources et contribuer à des territoires créatifs?

## Des territoires en mouvement

### *De la diversité des initiatives de proximité dans les territoires*

Les territoires connaissent toujours des projets qui portent sur les dimensions économiques les plus attendues par rapport au contexte englobant ou également

sur des formes plus originales d'organisation. Les districts, les complexes d'activités, les systèmes innovateurs sont quelques exemples de systèmes productifs territorialisés qui ont connu un regain d'intérêt dans les années 1980 (Pecqueur, 1989, 2000; Benko et Lipietz, 1992). Ils affichaient et affichent encore pour nombre d'entre-eux une réussite économique basée sur une effervescence industrielle pour bien insister sur l'idée qu'ils ne se limitent pas à l'activité industrielle et englobent toutes une série de services connexes. Ils participent à la dynamique d'un tissu économique. Ces systèmes territorialisés reposent sur des maillages d'acteurs qui œuvrent dans des relations de proximité formelles ou informelles à la créativité, à l'inventivité, au renouvellement d'un territoire. Que la proximité se fasse par et pour le territoire n'est pas récent même si dans le cas des systèmes productifs territorialisés, elle apparaissait comme une forme originale d'organisation qui contrastaient avec les règles canoniques de la réussite dans le cadre du fordisme. Ce qui est nouveau ou plutôt plus récent n'est autre que la diversification très soutenue des initiatives et des projets dans les territoires qui sont non seulement basés sur la proximité territoriale mais qui portent sur les dimensions moins convenues ou attendues du développement qui n'est plus réduit à sa seule dimension économique au sens classique du terme. L'organisation d'un festival de musique, d'une manifestation culturelle, la mobilisation des savoirs et des expériences, l'attachement au cadre de vie, la protection de l'environnement et de la biodiversité sont fréquemment au cœur de dynamiques territoriales. Cette effervescence d'initiatives variées souvent très liée à des maillages de proximité fait du territoire l'élément clé de l'affirmation de spécificités ou d'éléments de différenciation dans un contexte économique global instable et incertain (Courlet et Pecqueur, 2013). Le festival Jazz in Marciac ou JIM est un exemple de mobilisation collective pour affirmer une spécificité territoriale tout en ne relevant pas du développement économique au sens où l'on pouvait l'entendre dans le cadre du fordisme. Créé en 1978 dans une commune du Gers, Marciac, village d'un peu plus de 1 200 habitants, le JIM s'étend sur les 15 premiers jours d'août et est devenu un événement de renommée internationale. 60 000 spectateurs et 190 000 visiteurs sont recensés pendant le festival en 2012. L'impact du JIM dépasse de loin les concerts qui attirent des spectateurs venus de toute l'Europe et déborde largement la quinzaine de jours de la manifestation. Le festival a suscité le développement d'hébergements variés (hôtels, campings, gîtes, chambres d'hôtes, accueil à la ferme) dans la région, la création d'un site Pierre et Vacances en 2003 d'une capacité de 350 places et la diffusion des produits du terroir (foie gras, vins locaux...). Marciac a ensuite développé de nombreuses activités culturelles en lien avec le jazz comme des « master class » et des stages de jazz, des concerts hors saison, une option jazz au collège qui a permis de sauver l'établissement et un musée avec une salle de spectacle (500 places) : les territoires du jazz. Le festival et les activités induites ou connexes ont permis la création ou le maintien de nouvelles entreprises dans le secteur de Marciac entre 1996 et 2006 d'après la CCI du Gers. Le festival est né d'un petit groupe de personnes dont J.-L. Guilhaumon, président de l'association JIM, maire du village et principal

du collège avec un fort ancrage dans le mouvement d'éducation populaire. La plupart des créateurs sont membres en 1978 du foyer de jeunes et d'éducation populaire (FJEP). S'ils souhaitent se mobiliser pour Marciac, c'est aussi avec cette volonté de développer une appropriation citoyenne de l'initiative (Lefebvre et Sibertin-Blanc, 2008 ; Vincent, 2005). Ce sera le festival de jazz. La philosophie des initiateurs permet de mobiliser des habitants d'horizons variés et explique que l'organisation du festival repose largement sur le bénévolat. Si l'association JIM compte quelques permanents, ce sont environ 700 bénévoles qui contribuent à la réussite du festival dont une partie croissante vient désormais de l'extérieur, séduit tant par l'événement que par cette implication citoyenne promue par le JIM. Dépassant progressivement le seul festival pour concerner le territoire dans sa globalité, le JIM a attiré de très nombreux partenaires publics (région Midi-Pyrénées, conseil général du Gers, mairie de Marciac...) et privés (banque populaire, Colas, Cheops Technology, Airbus, Vivendi, La poste par exemple). Un partenariat important existe aussi avec les médias ou entreprises liées aux médias (Fnac, France Inter, FIP, *Le Point*, France 3, *La dépêche du Midi*, *Libération*...). L'exemple de Marciac ne correspond pas à une valorisation économique selon les critères le plus classiques et les plus attendus. Nous sommes plutôt dans la valorisation spécifique de potentialités qui émerge sous la forme d'un projet autour du jazz mais qui se manifeste aussi au travers de la mobilisation de cette culture de l'éducation populaire ouverte à la participation citoyenne. Ses vertus éducatives peuvent être transmises *via* la musique ou l'organisation d'un festival en l'occurrence de jazz qui compte quelques adeptes dans le noyau initial des habitants qui ont impulsé le projet marciacais. C'est bien grâce à une mobilisation collective en faveur du projet dans une relation de proximité que se construit la créativité du territoire en respectant ses différences (Leriche *et al.*, 2008).

Les villes ne sont pas en reste en matière d'initiative et de mobilisation de ressources territoriales. On peut citer à ce propos les villes « capitales européennes de la culture » qui engagent des stratégies de spécification. Exemple est la ville de Mons capitale du Borinage charbonnier belge, en difficulté de reconversion. Cette ville a obtenu le label de capitale européenne de la culture pour l'année 2015. Mons cherche dans ce cadre à reconstruire son image autour de la culture. Elle met en exergue des événements spécifiques parfois assez ténus. Ici, le peintre Van Gogh a commencé par être pasteur dans le Borinage et y a réalisé ses premières toiles. Il n'en fallait pas plus pour arguer que Mons a vu naître (a favorisé?) la vocation artistique de ce génie de la peinture. L'anecdote est une ressource territoriale en elle-même, elle va servir de point de départ pour une stratégie de renouveau urbain par spécification. On peut parler ici du syndrome de Bilbao qui a reconsidéré son image autour de la construction en son cœur du musée Guggenheim de Frank Gehry.

Ces initiatives sont toutefois très empiriques mais très présentes. Elles exigent une prise de recul par rapport à la théorie urbaine et sans doute une reconsidération des hypothèses (Scott et Storper, 2015).

*Des initiatives qui associent la dimension marchande et non marchande*

C'est assurément la deuxième particularité des projets construits dans la proximité territoriale. L'attachement au cadre de vie, la volonté de le valoriser tout en le protégeant s'inscrivent dans le non marchand. Aux côtés de ces initiatives, s'en ajoutent d'autres qui les complètent et qui relèvent plus du champ mercantile. Située dans les Alpes-de-Haute-Provence, la région de Forcalquier offre une économie en partie basée sur le tourisme en milieu rural et une agriculture recentrée sur quelques activités (lavandin, élevage ovin et caprin, cultures légumières liées à l'irrigation, cultures céréalières dans les bassins). Pôle de service et de commerce de plus de 4 500 habitants, Forcalquier et la communauté de communes sont au cœur d'un pays du livre et de l'écriture. Ce choix semble inattendu tant il est original et tant il contraste à première vue avec les caractéristiques de l'économie locale traditionnelle. À y regarder de plus près, nous constatons que ce projet ne doit rien au hasard tant les initiatives basées sur des relations de proximité et touchant effectivement à la lecture, à l'édition, à l'écriture sont nombreuses. Des cercles de lecture en milieu rural se sont créés entre des habitants. Des réunions régulières autour d'un livre, un débat avec l'auteur, des déplacements en groupe au festival des correspondances à Manosque relèvent de la sociabilité et du non marchand. Que sur place résident des écrivains, qu'il y ait plusieurs librairies et des petites maisons d'édition a facilité les rencontres autour du livre. L'activité en tant que telle des libraires et des éditeurs s'inscrit davantage dans le domaine marchand. C'est donc à partir de quelques initiatives de proximité appropriées par des individus au sein du territoire que cet intérêt pour le livre va se développer autour d'un projet plus large. 10 petits éditeurs, 22 artisans ou travailleurs indépendants (graphistes, typographes, relieurs, infographistes, éditeurs), de nombreuses associations dont les clubs de lecture ou les 3 associations professionnelles comme celle des éditeurs, 9 libraires, 9 bibliothèques et la communauté de communes vont s'y impliquer. S'ajoute à cela l'organisation de 9 manifestations et festivals annuels autour du livre et de l'écriture. À partir de la créativité de ce maillage d'individus acteurs, il s'agit de faciliter les échanges, les rencontres, les micro-initiatives comme par exemple la rencontre autour d'un livre avec son auteur, des éditeurs locaux dans une librairie ou une bibliothèque. L'objectif est aussi à partir de cette fertilisation croisée d'une part de consolider les activités présentes tout en les diversifiant (conception multimédia, bouquinistes...) mais aussi d'envisager quelques opérations. Elles sont au nombre de quatre : la maison du livre et de l'édition à Forcalquier, une maison du livre avec une médiathèque et un pôle associatif dans la même ville, le chemin de l'écriture dans le village de Lurs à partir d'une activité dans le graphisme renommée au niveau européen, une résidence d'écrivains à Ongles. L'ensemble du projet a suscité l'attention de plusieurs partenaires (DRAC, conseil régional, conseil général, agence régionale du livre) avant d'être retenu par l'État comme pôle d'excellence rurale avec un cofinancement européen. Impulsant à la fois des initiatives marchandes et non

marchandes, un socio système d'acteurs construit la proximité territoriale et fait ici valoir un projet à la mesure du territoire dans ses spécificités et ses différences.

### *Des initiatives en quête d'équité sociale et environnementale*

Au-delà de la fréquente existence concomitante d'actions marchandes et non marchandes, ces territoires créatifs affichent très souvent une double préoccupation d'équité sociale et environnementale. À titre d'exemple, l'appellation d'origine protégée (AOP) du fromage de Saint Nectaire en Auvergne couvre 69 communes. Bien que l'AOP soit réglementée par un cahier des charges validé par l'INAO (Institut national des appellations d'origine), ce label est aussi associé à un savoir-faire et à des pratiques ancrées dans le territoire (Delfosse, 2004). Cette démarche qualitative de proximité aboutit à la valorisation spécifique d'une ressource : le fromage de Saint-Nectaire. Cette AOP génère 3 000 emplois dont 1 000 agriculteurs en 2011 pour une production de 14 000 tonnes environ selon l'interprofession du Saint-Nectaire. En valorisant un atout du territoire dans la proximité, cette démarche permet le maintien d'emplois et de nombreuses familles sur place. Elle participe à l'attractivité du territoire tout comme de l'environnement (Glon, 2012). L'offre d'hébergement s'est ainsi développée notamment dans les exploitations agricoles à la faveur du tourisme vert. La démarche AOP est soucieuse d'équité sociale et environnementale ici surtout dans une optique marchande. La qualité des herbages étant reconnue pour le lait et donc pour le fromage, les membres de l'interprofession du Saint-Nectaire se sont engagés à ce que toutes les bêtes soient nées et élevées dans le territoire de l'AOP d'ici la fin de l'année 2015. Bien qu'elle soit déjà essentiellement locale, la nourriture viendra en totalité du territoire d'ici 2020, y compris sous la forme de fourrages secs. L'herbe fermentée sera prohibée comme c'est déjà le cas pour le maïs et les compléments alimentaires transgéniques. Les membres de l'AOP sont donc attentifs à la qualité des herbages et des estives. Tout en étant dans une perspective marchande, il y a donc un souci d'équité environnementale qui est aussi bien présente dans les actions du parc naturel régional (PNR) des volcans d'Auvergne (395 000 hectares) mais dans une optique non marchande. À quelques exceptions, la quasi-totalité des communes de l'AOP font partie du PNR dont un des objectifs essentiels est de préserver les écosystèmes tout en maintenant des activités agricoles de qualité. Tenter de conserver la biodiversité et en particulier les biotopes de qualité n'a pas dans l'absolu de dimension marchande. Cette démarche environnementale du PNR rejoint celle des agriculteurs. Si l'AOP n'est pas liée à des races bovines locales, les efforts du parc pour relancer la « Ferrandaise », afin de maintenir le pâturage dans les estives et pour favoriser avec les éleveurs la richesse floristique des prairies, notamment grâce à des fonds européens, complètent par exemple l'action des membres de l'AOP Saint-Nectaire (Glon, 2012, *op. cit.*).

*Proximité et interterritorialité*

Cette complémentarité des initiatives d'un territoire à un autre est une des caractéristiques de plus en plus fréquentes dans la valorisation des ressources dans des maillages créatifs de proximité. Les territoires ne sont pas des isolats et c'est au contraire au travers d'une imbrication des territoires d'initiatives que cette interterritorialité émerge (Vannier *et al.*, 2010). La complémentarité des actions entre l'AOP Saint-Nectaire et le PNR des volcans d'Auvergne en fournit un bon exemple d'autant que ce dispositif territorial est complété par des pôles d'excellence rurale ou PER. La plupart de ces PER témoignent d'une grande attention au respect de l'environnement, au cadre de vie et à la sociabilité. 40 communes membres du PER du pays de Saint-Flour Haute Auvergne sont inscrites dans le territoire du parc naturel régional (PNR) des volcans d'Auvergne. Le pays de Saint-Flour Haute Auvergne rassemble 40 000 habitants pour 105 communes en grande partie regroupées dans 8 structures intercommunales en 2012. La plus importante est la communauté de communes du pays de Saint-Flour. Reconnu par l'État et Complété par des financements européens dans le cadre d'un programme LEADER, ce PER est centré sur la valorisation des savoir-faire traditionnels, des produits de montagne, la valorisation et la protection des ressources naturelles en particulier la forêt. Le PER du pays soutient les productions comme le seigle, la lentille sur la planèze de Saint-Flour. En dépit des difficultés rencontrées, il y a une réelle volonté pour développer une offre de qualité en viande bovine et porcine avec éventuellement dans ce dernier cas une demande de labellisation. Chaque initiative cherche à la fois à conforter l'emploi, à valoriser qualitativement les ressources locales tout en préservant l'environnement et le cadre de vie en s'appuyant sur des relations de proximité. Porté par les communautés de communes de Margeride et de Murat un second PER plus récent affiche les mêmes préoccupations. Ce qui est entrepris au sein de ces PER complète les initiatives du PNR pour les communes qui en sont membres ainsi que les actions de l'AOP Saint-Nectaire pour les communes et intercommunales qui font partie de son territoire. Toujours à titre d'exemple, la valorisation et la protection des forêts aussi bien à l'intérieur du PNR que du PER de Saint-Flour s'appuient notamment sur des chartes forestières de territoire ou CFT. Une CFT consiste à mobiliser les acteurs pour un projet de développement autour de la dimension plurifonctionnelle des forêts. Il s'agit donc de soutenir la filière bois notamment dans l'écoforesterie (bois énergie, chaufferie bois, bois construction), de promouvoir un aménagement durable de la forêt mais aussi les activités récréatives tout en préservant les milieux et plus particulièrement les biotopes d'un grand intérêt écologique en s'appuyant sur l'ensemble des acteurs locaux concernés par la forêt. L'interterritorialité met aussi en avant cette territorialisation du développement avec une imbrication assez complexe où apparaissent très clairement des projets associant des initiatives marchandes comme par exemple celles concernant la filière bois et l'écoforesterie et non marchandes comme la protection de la forêt avec une recherche d'équité sociale dans le premier cas et environnementale dans

le second cas. L'interterritorialité met également en lumière l'importance des maillages d'acteurs œuvrant dans une optique ascendante mais aussi la diversité et la densité des partenaires à des échelles variées du local à l'international pour accompagner, soutenir, compléter cette créativité et ces idées qui germent dans les territoires. C'est bel et bien par des maillages d'acteurs dans une relation de proximité sociale et géographique que les acteurs se mobilisent et inventent des modes de valorisation des potentialités, des atouts c'est-à-dire des ressources présentes localement souvent revisitées et prises dans une acception très variée. Toute réflexion sur la proximité dite territoriale et les territoires créatifs est donc indissociable d'une approche renouvelée des ressources.

## Une autre approche des ressources

### *Une approche renouvelée de la notion de ressource*

D'après les géographes les ressources servent traditionnellement de base à la satisfaction des besoins ou à la production de biens (Geneau de la Marlière, 2000). Apparentées à des réalités qui entrent dans un processus de production, elles sont incorporées dans le résultat de celui-ci pour reprendre les propos de Jacques Lévy et Y. Lussault (Lévy et Lussault, 2003). L'illustration la plus couramment utilisée n'est autre que celle des ressources naturelles. Sont généralement distinguées à l'échelle humaine celles qui sont renouvelables comme les forêts et celles qui ne le sont pas tels les hydrocarbures ou les minerais. Toute ressource devient richesse dès lors qu'elle est intégrée dans les activités économiques (Béthemont, 1987). Encore faut-il nuancer selon l'intensité de cette mise en valeur. Ce qui est renouvelable ne l'est plus forcément si l'exploitation qui en est faite est trop intense. En témoigne, par exemple, la baisse des stocks halieutiques pour certaines espèces ou la déforestation en particulier dans les régions tropicales. Au-delà de ce que recèle la nature, tous les biens produits alimentent la richesse d'un pays. Les ressources sont le plus souvent pensées dans une perspective mercantile. L'effervescence et la diversité des initiatives qui règnent dans les territoires semblent remettre en question cette approche résolument marchande au profit d'une autre. Les ressources n'apparaissent plus uniquement selon leurs intérêts économiques. Elles s'identifient davantage à l'ensemble des richesses au sens de ce qui est précieux qui existent au sein d'un territoire sans qu'elles ne soient forcément révélées ou mises en valeur et sans se limiter à leur seule dimension marchande et économique (Colletis et Pecqueur, 1993 ; Gumuchian et Pecqueur, 2007 ; Courlet et Pecqueur, 2013, *op. cit.* ; Glon et Renard, 1996). Il est possible de les classer en trois catégories (tableau 1).

Les ressources matérielles sont celles qui sont objectivées dans l'espace par une matérialité. Une entreprise ou un tissu d'entreprises, une richesse naturelle, la forêt, un paysage bocager en constituent quelques exemples. Les ressources immatérielles sont moins perceptibles, plus délicates à appréhender car elles sont moins formalisées. L'air que l'on respire, les informations ou encore la plupart

des étapes de la recherche/développement illustrent parfaitement cette idée. Nous pouvons enfin distinguer les ressources humaines. Elles désignent les compétences acquises ou potentielles, les capacités d’initiative et d’action des individus, le vécu et les expériences qu’ils ont pu traverser, la capacité d’ouverture et de remise en cause (Ollivier, 1995 ; Arendt, 1961).

Tableau 1 : De l’inégale valorisation des ressources à leur spécification territoriale.

	Socio système (Intentionnalités et leurs expressions)					
	Conception			Modes de valorisation des ressources		
<b>Types de ressources</b>	<b>Utilitarisme</b> Tout est dans l'utilité le plus souvent marchande	<b>Idéal</b> Rôles clés de l'imaginaire, de la mémoire, du spirituel, des représentations et du symbolique	<b>Équité.</b> Recherche de justice sociale environnementale	<b>Exploitation</b> Valorisation partielle des ressources dans une optique marchande et sans négociation des effets induits	<b>Activation</b> Etape intermédiaire	<b>Spécification</b> Valorisation globale et spécifique de ressources faisant émerger des spécificités territoriales
<b>Ressources matérielles</b> Matérialité, objectivé dans l'espace. Exemples : la forêt, une entreprise, un paysage	<p style="text-align: center;">Conception des ressources Où se mêlent l'utilitarisme, L'idéal et la recherche d'équité</p>			<p><i>De la démarche la plus superficielle (Exploitation) à celle qui est la plus achevée (spécification).</i></p> <p><i>La spécification peut s'appuyer sur toutes ou partie des ressources dans une optique économique et marchande ou en partie marchande (exemples des Systèmes productifs locaux).</i></p> <p><i>La spécification peut aussi délaissé ce qui est résolument économique et marchand pour émerger dans le non immédiatement marchand pour toucher l'environnement, le patrimoine, la sociabilité</i></p>		
<b>Ressources immatérielles</b> Objectivation moins appréhendable ou plus difficilement perceptible Exemples : l'information, l'air, un paysage, la connaissance, la culture, la recherche.						
<b>Ressources humaines</b> Compétences acquise ou potentielles, capacité d'initiative et d'action, expériences et vécu.						

Nous sommes loin d’une conception qui se réduirait aux seuls statuts professionnels mais plutôt sur une reconnaissance des richesses socio-culturelles au sein d’une collectivité. Celle-ci n’est pas donnée. Elle se construit et s’entretient perpétuellement. Se trouve ici mise en évidence une caractéristique incontournable des ressources. Elles n’existent pas sans une intentionnalité des acteurs. Si nous mettons en avant une définition renouvelée des ressources, elle ne prend toute son ampleur qu’en interrogeant les sens très variés que les individus et acteurs peuvent leur donner au sein des territoires.

### *Des multiples conceptions possibles des ressources*

Nous pouvons dégager trois conceptions majeures (tableau 1). La première n'est autre que la vision utilitaire. Tout est dans l'utilité. À ce niveau prévalent souvent les préoccupations marchandes. Les forêts ont surtout un intérêt quand elles prennent la forme de planches. S'inscrivent ici les différentes productions des activités de la filière bois. La seconde approche peut être plus idéale.

L'idée que l'on se fait d'une ressource ou les représentations que l'on en a importent tout autant que la manière dont elle se manifeste. L'imaginaire, la mémoire, l'histoire par exemple interviennent pour donner une valeur à ce qu'un individu ou un groupe ressent comme une richesse. Autant d'éléments qui contribuent à cette « géographicités » chère à Éric Dardel. Se trouvent évoquées sous cette expression, les inscriptions des éléments terrestres dans les dimensions fondamentales de l'existence humaine (Dardel, 1952, *op. cit.*). La beauté d'un paysage forestier, d'un ensemble de montagnes, le grand air en bord de mer chargé d'iode, en forêts au petit matin imprégnées des effluves d'humus correspondent à cette conception idéale des ressources. La place qu'elles prennent dans une collectivité dépend forcément de l'expression des ressources humaines. Ce sont elles qui vont donner tout leur sens à cette dimension idéale. Notons que si un paysage présente une matérialité, il dépend aussi très fortement de l'idée que chacun s'en fait d'où le fait que nous le classons tant dans les ressources matérielles qu'immatérielles. Une troisième conception des ressources apparaît sous la forme d'une quête de plus en plus fréquente d'équité. Elle prend essentiellement deux formes : plus de justice sociale ou de prise en compte du sort des êtres humains, plus de considérations pour l'environnement au sens large. Aborder les inégalités et les exclusions sociales et culturelles pour tenter de les surmonter est très présent dans les initiatives locales.

Les différentes conceptions des ressources ne peuvent être envisagées séparément l'une de l'autre. Le souci d'équité qu'il soit social ou environnemental dépend ainsi des formes et de la vigueur qu'a pu revêtir l'utilitarisme mais aussi de l'approche idéale que les individus ou qu'une collectivité a des ressources. Dans le premier cas, plus l'utilitarisme a été pensé dans une perspective résolument mercantile, plus la recherche de justice sociale ou environnementale tente fréquemment de répondre aux déséquilibres et aux injustices que le modèle fordiste a suscités. Cette demande d'équité est indéfectiblement liée à l'iniquité dans une société. Dans le deuxième cas, le refus ou la dénonciation de l'utilitarisme marchand et le souci d'en corriger les effets néfastes passent par l'idée que les individus ou une collectivité s'en font, tout comme des solutions qu'ils projettent (Castoriadis, 1999, 1996). Comme les conceptions que les uns et les autres adoptent sont liées à des analyses et à un contexte, les prises de position qui en résultent sont toujours le reflet d'intérêts particuliers. Les échanges, les différences, les différends et les tensions qui se manifestent au sein d'un socio système en témoignent. Les trois conceptions que nous avons évoquées dépendent avant tout d'un construit d'acteurs.

Il est impossible de distinguer des types de ressources sans les associer aux manières dont les acteurs et groupes les conçoivent. Chacun d'entre eux n'en a pas une vision unique. Un entrepreneur ou un organisme forestier peut imaginer la forêt sous la forme de planches. À cet utilitarisme, s'ajoute un idéal : l'individu conçoit lui-même les produits du bois qu'il peut en tirer et les profits possibles. La volonté d'assurer des plantations après les coupes peut correspondre à un souci d'équité environnementale. Les populations locales n'ont pas forcément la même vision des forêts. Elles sont non seulement des lieux de coupe pour l'industrie forestière mais aussi des aires de collecte de bois de chauffage, de chasse ou de cueillette de champignons en automne. Ce sont également des espaces que l'on traverse pour se rendre au parcours d'estive ou plus simplement pour se promener. L'utilitarisme surtout marchand dans le premier cas est tempéré par une dimension domestique voire ludique dans les deux autres cas. L'idée que ces personnes se font de la forêt diffère de celle de l'entrepreneur. Au nom des quelques pratiques évoquées qui pour les plus anciens ne relèvent plus que de la mémoire se forge un attachement à ces milieux et paysages de forêts au point de vouloir les protéger. Si ce souci de préservation correspond à une quête d'équité, celle-ci n'a pas forcément les mêmes motivations pour les environnementalistes. Érigée en menace, l'exploitation forestière est critiquée et c'est d'abord contre ce fléau qu'ils se mobilisent. L'exigence de protection ne repose pas forcément sur les mêmes idées que celles de l'ensemble de la population locale. Par ailleurs un individu n'a pas forcément une vision unique de la ressource. Un entrepreneur forestier peut avoir une vision utilitariste des forêts mais être sensible à leur présence, aux paysages forestiers selon les saisons. Les chasseurs ou les pêcheurs attendent avec fébrilité l'heure de « l'ouverture » mais tout en prélevant sur le milieu, nombre d'entre eux sont impliqués dans des actions de protection. Le territoire est donc fait d'une grande complexité immanente dont les systèmes d'acteurs sont souvent le reflet.

Les individus et les groupes qui composent une collectivité envisagent des initiatives mais leur conception utilitariste, idéale et la recherche d'équité varient en fonction de ce qu'ils sont et de ce qu'ils ont été. Se mêlent des pratiques, des intérêts, une mémoire et une histoire souvent très différents. Tout ceci est bien présent dans ces construits territoriaux de proximité. C'est ce mélange complexe qui fait que nous ne pouvons réduire l'implication et la proximité territoriale en l'enfermant dans les statuts et les compétences des uns et des autres. L'histoire, le vécu, la mémoire des individus et les expériences qu'ils ont connus sont des paramètres qui interviennent tout autant. Il est vital de les prendre en compte sous peine d'occulter une part plus ou moins importante des réalités d'un territoire (Buléon et Di Méo, 2005 ; Brunet, 1990). Les Canadiens évoquent cette nécessité impérieuse de s'immerger dans le substrat socioculturel du territoire pour mieux l'appréhender. Tout aussi indispensable et long apparaît ce travail pour dénicher des personnes ressources, qui sans être marquées forcément par un statut ou une profession, vous emmènent dans les mailles du substrat territorial imperceptibles dans les séries statistiques. Faute d'une telle immersion ou d'une

compréhension de cette complexité, le système d'acteurs et le construit territorial qui en résulte peuvent rester incompris et hermétiques à toute personne qui leur est étrangère. C'est du dynamisme des socio-systèmes, du sens collectif et politique qu'ils donnent à leur projet, de leur capacité à susciter à formuler des idées, à susciter des échanges, à envisager des actions autour des différentes conceptions des ressources que va dépendre leur plus ou moins grande valorisation au niveau local. Comme l'affirment Cordobes et Ducret, le territoire créatif se caractérise par le caractère ou l'attitude globale d'une population face à la créativité (Cordobes et Ducret, 2010).

Il s'agit donc d'une capacité humaine liée à des processus de coordination et de prise de décision. La créativité serait comme le disent C Courlet et B Pecqueur une attitude globale à acquérir pour favoriser l'expérimentation, l'innovation, l'échange (Courlet et Pecqueur, 2013, *op. cit.*). Or nous défendons l'idée que cette créativité territoriale est indissociable de cette proximité territoriale, d'une approche renouvelée des ressources et de processus de valorisation particuliers de celles-ci. Le territoire serait également créatif lorsque ces dynamiques suscitent un processus de valorisation des ressources ancrées dans le territoire, c'est-à-dire pour et par le territoire c'est-à-dire une spécification (Gumuchian et Pecqueur, 2007, *op. cit.*).

## De l'inégale valorisation des ressources

### *Qui dit valorisation des ressources ne signifie pas forcément ressource territoriale*

Trois niveaux différents de valorisation des ressources sont possibles depuis le plus superficiel jusqu'au plus achevé et davantage situé dans le qualitatif (Glon et Renard, *op. cit.*). Appelé exploitation, le premier repose sur l'utilisation de ressources présentes sur place ou rapidement disponibles. Il n'y a pas de négociation éventuelle des effets induits de la présence d'activités. Des entreprises se contentent d'exploiter ce qui est présent sur place avec un souci immédiat de rentabilité et de profit. L'utilitarisme et l'idéal sont tendus vers cet objectif. Résolument marchande, cette vision privilégie les aspects quantitatifs sur ceux qui sont plus qualitatifs. Le développement fordiste qu'a connu le Nord-Pas-de-Calais illustre parfaitement notre propos. Autour du charbon présent localement, du minerai de fer venant de Lorraine pour le fer puis par le biais d'importations, cette région connaît un essor économique autour de la sidérurgie et de la métallurgie. La chimie et le textile sont également très présents. De grands établissements emploient beaucoup de main-d'œuvre peu ou pas qualifiée en puisant sur place ou en recourant à l'immigration des pays proches dans un premier temps. Les entreprises prospèrent et font des bénéfices. Les élus locaux sont ravis des mannes financières qu'ils en tirent, les employés ont du travail et connaissent régulièrement une augmentation de leur pouvoir d'achat. Tout semble pour le mieux dans le meilleur des mondes mais les inconvénients de

cette exploitation se multiplient. Le chômage et les exclusions deviennent vite durables. Ils le sont d'autant plus que les populations souffrent d'un manque de qualification et que le marché du travail est peu diversifié. Aux difficultés sociales s'ajoutent des problèmes de santé qui sont en partie liés à des comportements à risques (tabac et alcool). À un manque de considération qualitative pour les ressources humaines s'en ajoute un autre pour les ressources immatérielles. Le manque de diversification du marché du travail et de négociation des potentialités induites par les activités qui ont été au cœur de l'économie régionale pendant un siècle et demi a freiné les possibilités de renouvellement et de mutation. Des difficultés, des lacunes, des manques dans la prise en compte de l'équité sociale et environnementale caractérisent ce développement. Marquée par une agriculture intensive, l'emprise des industries puis par leur déclin, les pollutions et les friches industrielles, la région doit aussi gérer les stigmates liés à une logique productiviste. Ce qui est perceptible au niveau régional l'est de fait à l'échelle des territoires. À titre d'exemple, la fermeture d'une fonderie de plomb en 2003 à Noyelles-Godault, à 15 kilomètres au sud de Lille, a entraîné la disparition de 830 emplois, dans un secteur où le taux de chômage était déjà supérieur à 20 %. Les conditions de travail et les émissions de plomb dans l'air, qui atteignaient encore 140 tonnes en 1978 avant d'être réduites à 12 tonnes en 2003, ont mis en péril la santé des ouvriers et des habitants. La pollution des sols demeure importante. Souvent endettées par l'achat d'une maison, les familles touchées par la fermeture d'une usine voient la valeur de leur bien décroître au point que la vente ne puisse parfois se faire sans perte. Privées des revenus que générerait la présence de cette entreprise, plusieurs communes ont des difficultés à gérer certains équipements (Glon et Pecqueur, 2006). Peu appropriées par les populations, peu territorialisées, les ressources ne sont guère territoriales dans le cas de l'exploitation. Cette étape de la valorisation des ressources s'accompagne d'une certaine proximité géographique et sociale mais elle est fortement marquée par des rapports et des conflits de classe comme par exemple entre les mineurs, les cadres et les patrons des compagnies minières.

### *La ressource territoriale*

#### *Une notion liée à une valorisation territorialisée et appropriée par les socio-systèmes locaux*

L'activation constitue une forme intermédiaire de mise en valeur des ressources. Plus poussée que l'exploitation, elle se caractérise par une négociation plus ou moins importante des effets induits de la présence de certaines activités. L'utilitarisme marchand s'accompagne d'un idéal plus élaboré voire d'un souci d'équité, c'est-à-dire d'une recherche de justice sociale et environnementale. Les ressources immatérielles et humaines, comme par exemple la formation ou la recherche, la diffusion de l'information sont davantage intégrées. Se dessine de par ces caractéristiques une territorialisation des ressources. Le stade le plus achevé du développement territorial correspond à la spécification (Gilly et

Pecqueur, 1994, *op. cit.*). Les différentes ressources y sont suffisamment travaillées pour que le territoire fasse valoir des spécificités locales que nous ne retrouvons pas ailleurs. Les atouts et potentialités matérielles, immatérielles et humaines sont valorisés sans négliger leurs complémentarités et les effets induits possibles. Les entreprises s'appuient sur la formation et la recherche-développement mais aussi et souvent des services connexes comme par exemple les ateliers de dessin, de vérification de la qualité des produits. S'ajoutent à cela les dynamismes des élus, de la gouvernance locale et des maillages. La recherche d'une certaine performance économique s'accompagne d'une réflexion sur la manière de penser le développement et son renouvellement. De par la cohérence de la démarche, le socio système local vise au moins au maintien des emplois c'est-à-dire à l'équité sociale. De tels cas de figure et particularités ont été mis en évidence sur le plan économique dans le cadre des systèmes productifs territorialisés (Pecqueur, 1989, *op. cit.*; Courlet et Pecqueur, 1992).

La combinaison des initiatives non immédiatement marchandes et des initiatives plus marchandes apparaissent des éléments à part entière du développement territorial comme le montre l'exemple du « JIM » à Marciac. Ce sont donc les individus et les groupes sociaux formalisés ou non, institutionnalisés ou non qui élargissent par leurs initiatives le champ des possibles quant à la conception des ressources et à leurs différentes valorisations. Les ressources matérielles peuvent recouvrir aussi bien un tissu d'entreprises qu'un paysage. Les ressources immatérielles peuvent être la recherche et développement ou l'air que l'on respire. Les ressources humaines concernent aussi bien des compétences que la force de l'expérience et du vécu des habitants. De cet élargissement de la notion de ressources et de la conception que les maillages de proximité vont en avoir émergent de nouvelles opportunités. Centré le développement du territoire sur le livre et l'écriture comme c'est le cas dans la région de Forcalquier attestent de cette diversification possible des richesses qui peuvent émerger dans les territoires. Si l'utilitarisme demeure présent dans les conceptions que les socio-systèmes peuvent avoir des ressources, il voisine effectivement une part croissante d'idéal. La mémoire, l'imaginaire, la créativité, le vécu et plus globalement la culture sont ainsi de plus en plus explorés dans les territoires créatifs tout comme ce qui touche à l'environnement et au patrimoine dans toute leur diversité ainsi qu'à l'homme et à sa sociabilité. L'exemple de l'AOP Saint-Nectaire et du PNR des volcans d'Auvergne en atteste. De nombreuses micro-initiatives extrêmement variées cherchent à réinsérer des individus et à redonner du sens à des parcours de vie. Nous ne pouvons multiplier les exemples mais les possibilités de construire des proximités territoriales sont nombreuses. Plus elles peuvent s'exprimer, plus les possibilités de cheminer vers une spécification des ressources à la mesure de chaque territoire semblent probables. Plus dans ces conditions nous sommes confrontés à des territoires créatifs. Il n'y a aucune recette en la matière et il y a autant de possibilités qu'il y a de territoires. Plus que des relations sociales marquées par des rapports et des conflits de classe, la proximité qui émerge dans le cadre de l'activation et de la spécification est aussi caractérisée par des

coopérations qui dépassent de loin les appartenances à des catégories sociales et les compétences professionnelles qui y sont liées. L'enjeu semble plus de construire un maillage soucieux de la résolution problèmes ou de la valorisation d'atouts et de potentialités.

### *Territoires créatifs et participation*

Un des enjeux clés au sein des territoires créatifs dans la quête de territorialisation spécifique des ressources est la participation des individus et des groupes pour créer le débat, faciliter les échanges, envisager des initiatives autour des différentes conceptions possibles des ressources et des différents modes de leur valorisation. Les possibilités et les opportunités sont variées mais pour être inventive et innovante, cette proximité dépend non seulement de l'ampleur que va revêtir cette participation mais aussi de sa capacité à déboucher sur des initiatives (Bacqué et Biewener, 2013). Or ce passage de l'aptitude à l'inventivité à la capacité d'initiatives n'est pas linéaire. Il est jalonné d'obstacles, d'enjeux de pouvoir qui peuvent susciter des blocages, des tensions voire des conflits qui remettent en cause cette concrétisation de l'inventivité territoriale (Bacqué et Sintomer, 2011). Ces conflits émergent notamment quand les intérêts d'un groupe sont trop peu pris en compte. La participation désigne au sens étymologique l'action de participer c'est-à-dire de collaborer en s'associant, en prenant part à quelque chose. Il y a donc l'idée d'une concertation c'est-à-dire d'une entente pour agir ensemble ou encore de la préparation d'une action en commun. La participation suppose de la concertation en vue d'une action. Celle-ci correspond au fait d'agir, de manifester sa volonté en accomplissant quelque chose. Toute action renvoie à la notion d'acteur c'est-à-dire à un individu, seul ou en groupe, qui participe se concerta avec les autres pour être dans l'action. Dans le cas de la proximité territoriale cette mobilisation se fait par et pour le territoire. Là encore tout n'est pas aussi limpide que le laissent penser ces quelques définitions. Un acteur est étymologiquement un individu qui prend une part déterminante dans une action et qui est l'auteur de ses propres actes mais les socio systèmes sont constitués d'individus et de groupes dont les intérêts ne sont pas forcément convergents. Un des enjeux de la proximité territoriale est non seulement que les maillages puissent capitaliser leur capacité créatrice mais aussi que les groupes et individus impliqués aient plus d'intérêts à jouer la carte d'une organisation collective basée sur la réciprocité que de faire cavalier seul. C'est là un double écueil qui n'est pas aisé à négocier d'autant qu'à chaque étape de la construction de cette proximité territoriale (Vachon et Coallier, 1993), de nouveaux choix doivent être faits qui sont eux aussi sources de blocages. À titre d'exemple, un maillage d'acteurs peut par le projet qu'il développe susciter l'intérêt de partenaires. Un partenaire n'est pas un acteur mais désigne plutôt celui formalisé ou non, institutionnalisé ou non qui vient conseiller et aider à la concrétisation des actions envisagées. Les partenaires peuvent être tentés de se substituer aux acteurs porteurs du projet tant il semble intéressant. C'est dans un maillage

renforcé que des individus peuvent consolider la subsidiarité c'est-à-dire que les acteurs et les partenaires restent respectivement à leur place. À titre d'exemple un des autres enjeux est que des initiatives ascendantes puissent s'épanouir et converger avec celles relevant davantage de partenaires potentiels qui sont plus du domaine descendant. Là encore les écueils sont nombreux. Des corps institués peuvent constituer une sphère décisionnelle technico-politique avec une capacité d'expertises telle qu'elle émet à la fois des projets en tant qu'acteurs mais qu'elle apparaît aussi comme un ensemble de partenaires potentiels puissants (Kempf, 2013 ; Bourg et Whiteside, 2010 ; Moscovici, 2002). Cette sphère s'est appuyée de plus en plus sur la participation c'est-à-dire qu'elle a théoriquement le souci d'intégrer les habitants. Or des travaux récents montrent que ce qui est appelé la démocratie participative a été progressivement réduit à une démocratie de proximité où les habitants sont surtout considérés comme des experts d'usage (Bacqué et Sintomer, *op. cit.*). Autrement dit la participation qui au sens de la proximité territoriale relève de l'implication effective des individus n'est plus ici qu'une consultation sur des champs extrêmement précis pour ne pas dire réducteurs de la vie publique. Pour être créateurs, les maillages d'acteurs œuvrant dans la proximité ont donc des écueils ou des obstacles potentiels à négocier et faute de les surmonter, il est difficile d'aller vers la spécification des ressources dans le cadre d'actions qui peuvent aller de micro-initiatives à des projets plus globaux. Dans ce cas, les processus de construction de la proximité territoriale et de valorisation spécifique des ressources semblent inachevés. Dans tous les cas, ils sont délicats à mener à bien et la spécification territoriale passe le plus souvent par la capacité des systèmes d'acteurs à se remettre en cause face aux problèmes rencontrés pour mieux négocier des solutions.

L'ouvrage a également une ambition de clarification de certaines idées pré-conçues en matière de développement territorial sur une base de spécification de ressources.

En premier lieu, les dynamiques territoriales ne sont pas limitées aux territoires ruraux mais sont au contraire souvent l'écho du phénomène de métropolisation qui fait que la densification des villes. Les nouvelles stratégies des grandes villes qui visent à rechercher des spécificités culturelles afin d'innover et de faire bifurquer leur activité économique sont fondamentalement des stratégies territorialisées qui s'appuient notamment sur la spécificité culturelle et patrimoniale. On observe l'émergence des nouvelles pratiques d'innovation sociale (Living Labs, Fab Labs, espace de *coworking*...) essentiellement en milieu urbain. Si les districts industriels sont observables dans les petites villes en milieu rural dense (Prato en Italie, Cholet en France...), les pôles de compétitivité qui sont la version la plus récente des stratégies d'activation d'acteurs concentrés géographiquement, sont, par contre, essentiellement reliés à des métropoles (Saclay-Île-de-France, Lyon, Grenoble, Toulouse...).

En second lieu, les dynamiques observées ne sont pas toujours « vertueuses ». On a longtemps assimilé le développement territorial à un retour à la petite

dimension (« *small is beautiful* »). Les développements de la globalisation et de la métropolisation ont montré que la véritable dimension du développement territorial n'est pas une question d'échelle, mais d'organisation des acteurs dans un système géographique inséré dans le global, en vue de résoudre un problème commun. Cette organisation (la gouvernance territoriale) peut être constatée en tous lieux. Elle ne favorise pas toujours la résilience des territoires en difficulté et peut conduire à exacerber les inégalités spatiales. Laurent Davezies le souligne dans son récent ouvrage sur « le nouvel égoïsme territorial » (Davezies, 2015), la crise produit de la fragmentation spatiale, exacerbe les concurrences et les égoïsmes des territoires. Enfin, le bénéfice de l'économie résidentielle pour les régions peu productives s'estompe, les transferts des régions riches ne retournent plus vers celles-ci sous forme de commandes sonnantes et trébuchantes de ce qu'il appelle le « keynésianisme territorial ». Ainsi les opportunités offertes par la valorisation des ressources créent-elles une rente mais celle-ci peut être détournée, confisquée sans profit pour les populations concernées.

C'est pourquoi, en troisième lieu, il convient de bien distinguer le territoire « donné » qui n'est que le contenant des politiques publiques locales dans un découpage politico administratif relativement stable, du territoire « construit » issu des stratégies d'acteurs. C'est ce dernier qui est l'objet principal du présent ouvrage. Il se concrétise par la valorisation de ressources territoriales qui doivent être révélées puis transformées en passant de possibilités virtuelles à actifs réalisés. Ces dynamiques de regroupement d'acteurs apparaissent dans un contexte de crise des régulations étatiques et des collectivités territoriales, c'est pourquoi elles sont visibles et lisibles, mais il s'agit d'opportunités de développement et, peut-être, de résilience au moins partielle, du système global. En aucun cas, elles ne sauraient constituer des alternatives (au sens d'une substitution complète) aux deux principales régulations qui marquent le système dominant : le marché et les institutions productrices de politiques publiques.

Dans cette perspective, l'ensemble des contributions rassemblées dans cet ouvrage rend compte de cette diversité des initiatives et les auteurs tentent de voir comment une démarche collective d'acteurs peut éventuellement les transformer en ressources propres ou spécifiques à l'échelle d'un territoire. L'idée est aussi de savoir si ces proximités et cette volonté de spécifier des ressources ne sont pas source de créativité et de capacités d'innovation aux multiples facettes témoignant des capacités des territoires à impulser des dynamiques renouvelées dans un contexte global incertain.

La première partie de cet ouvrage aborde les conditions de mobilisation pour que les proximités et les ressources favorisent effectivement le développement territorial par une approche sociale innovante. André Torre se demande sur quelles bases les proximités peuvent se mettre en place et comment. Le même auteur nous montre que la construction des « proximités organisées et géographiques » constitue un élément clé dans la gouvernance des territoires en suscitant des projets coopératifs sans oublier de nous rappeler que dans certaines conditions, elles génèrent aussi

des blocages et des clivages territoriaux. Juan Luis Klein revient sur les conditions de réussite de dynamiques ou de revitalisation territoriales coopératives et plus particulièrement sur le *leadership* qu'il estime essentiel dans l'émergence de proximités organisées. Si la participation semble consubstantielle de ces constructions par et pour les territoires, encore faut-il bien en préciser l'esprit et sa dimension éminemment politique comme l'envisage Catherine Neveu. La proximité en tant que telle ne nous dit rien de la participation nous explique-t-elle. Abordant une forme de participation souvent présentée comme étant impulsée par le bas c'est-à-dire l'ESS, Nadine Richez-Battesti nous en montre la complexité et surtout la capacité innovatrice des projets qui sur le plan politique invoque souvent le bien commun et émane, selon elle, plus de maillages horizontaux que de relations verticales de subordination. L'idée de projet de territoire, de dynamique territoriale est parfois ramenée à sa dimension endogène. Non seulement il n'en est rien mais les proximités organisées ne s'accommodent guère d'une approche qui figerait le territoire comme un isolat replié sur lui-même. Elles contribuent à des dispositifs innovants, voire inattendus, permettant de valoriser et de spécifier les ressources en mariant l'endogène et l'exogène comme nous le montre Kirsten Koop.

La deuxième partie aborde le rôle des proximités dans la création et la valorisation des ressources en ville. Les réseaux créatifs semblent tellement inventifs qu'à l'heure d'Internet ils se déploient de façon si variée qu'ils en viennent à bousculer l'approche académique du territoire comme le montrent Christine Liefooghe et Yoko Taniguchi. Les lieux et espaces de pratiques, d'usages, de production facilitant une appropriation se diversifient. Leur localisation dans ces milieux densément peuplés que sont les villes facilite l'avènement des proximités mais leur territorialisation interpelle d'autant plus qu'elle s'appuie sur les dernières innovations dans le champ du virtuel et des usages de l'électronique tout en cultivant des interrelations multiples aussi bien au niveau local qu'à des échelles plus larges. Les lieux de création, de rencontre, de production qui en résultent sont à la fois stables mais aussi plus fugaces et provisoires avec une créativité plus diffuse géographiquement et socialement. Les élites composées d'experts et de techniciens voisinent des groupes citoyens ou des communautés créatives. Ce type de mobilisation n'est pas uniquement ancré dans le champ des nouvelles technologies. Les initiatives de proximité peuvent activer une capacité d'intervention citoyenne qui donne alors une autre dimension à la valorisation d'une ressource, celle qui est présente mais pas toujours activée et qui repose sur le vécu, l'expérience, les connaissances des habitants comme nous le montre Anne-Françoise Hirsch pour la santé de proximité à Roubaix. Cette capacité des maillages d'acteurs à faire appel aux sociabilités ou à s'ancrer sur des maillages de sociabilité, y compris ceux de la fête, pour générer des ressources de proximité constitue un élément important de dynamiques locales créatives. L'enjeu semble d'aller au-delà de ce que semble dessiner une ressource pour capitaliser des effets induits. Dans ces processus, l'extrême inventivité des groupes d'individus à l'échelle locale, leurs réseaux de relations, la volonté de valoriser au mieux des savoir-faire c'est-à-dire

les potentialités créatives de sociétés ou de micro sociétés locales apparaissent comme une ressource spécifiée en tant que telle comme le montre Joao Grand Jr à propos du carnaval de Rio. Faute d'une territorialisation des dispositifs comme par exemple dans le cadre d'une politique de la ville en France qui met sans cesse en avant la participation, une territorialisation organisationnelle semble se mettre en place grâce à l'implication des acteurs de terrain comme le précise Bertrand Sauvage. C'est donc dans ces dispositifs d'individus et de groupes ainsi que dans leurs relations sans cesse renouvelées que semble émerger une créativité favorisant l'émergence de nouvelles ressources ou une meilleure mise en valeur de celles qui sont déjà présentes.

Les espaces ruraux ne sont pas en reste. Les proximités y sont au cœur de nouvelles d'organisation agricoles et la diversité des initiatives dessine de nouvelles ruralités comme nous le développons dans la troisième partie. Un des éléments clé de ces changements en cours n'est autre que l'émergence croissante du consommateur dans le système de création de valeur. Les attentes, les besoins, l'implication de ce que l'on appelait traditionnellement le client dessinent un système de consommation qui amène le système de production à évoluer, à innover. De nouvelles pratiques émergent autour d'un objet qui est un produit chargé de symbolique et de référence au territoire comme nous le montre Leila Kebir tout en précisant que les dimensions territoriales de ce système de création de valeur restent largement à explorer. Pour les territoires qui ont eu des difficultés à se spécialiser sur une ou quelques productions fournies en grande quantité notamment dans le cadre du paradigme productiviste, une des possibilités consiste à s'orienter vers une spécification autour d'un produit de qualité comme en témoigne l'essor des appellations d'origine. Une authenticité, la référence à un savoir-faire et aussi à un lieu ou à un territoire viennent souvent compléter ces aspirations qui tout en étant sensibles chez les consommateurs le sont tout autant chez les producteurs. Pour eux, l'enjeu est certes de vivre de son activité, d'accéder au marché local mais aussi urbain, de se positionner par rapport à des marchés globalisants mais les formes et l'ampleur que peuvent revêtir les mobilisations mettent en avant d'autres préoccupations. L'une d'entre elles n'est autre que le sort de la collectivité. La quête de spécification d'une ressource amène une sensibilisation, une mise en relation d'acteurs où la logique d'apprentissage forge des communautés apprenantes. La coopération et la réciprocité sont y sont très présentes tout comme la quête d'équité sociale et très liées à un territoire comme nous le montrent Maurice Beaudin, Omer Chouinard, Julie Guillemot, André Leclerc et Majella Simard à propos de trois coopératives en territoire acadien du Nouveau-Brunswick ainsi que Dimitris Goussios et Theodossia Anthopoulou à propos de la feta AOP et la coopération de petits territoires laitiers en Thessalie. Pour Pierre Campagne, cette recherche d'une « typicité » des produits est fréquente autour de la Méditerranée et apparaît comme une alternative économique et sociale, des formes d'expérimentation d'un développement différent. Si les proximités et la création de ressources spécifiées sont au cœur de ces démarches,

les objectifs dépassent la quête d'équité sociale pour aborder celle de l'équité environnementale. Il s'agit non seulement de vivre des ressources que l'on valorise au sein de son territoire mais aussi de redéfinir une relation respectueuse de son environnement au point de reconfigurer les ruralités. Les multiples initiatives ayant trait à la biodiversité cultivée en attestent comme le montre Claire Delfosse

Les ressources activées ou spécifiées à partir d'un environnement par et pour un territoire dans des maillages de proximité s'appuient fréquemment sur une dimension patrimoniale. Si cette idée est esquissée dans le texte de Claire Delfosse, elle est approfondie et développée dans la quatrième partie. Véronique Peyrache-Gadeau, Loïc Perron et Claude Janin montrent comment les logiques concomitantes de territorialisation et de patrimonialisation peuvent se combiner ou non pour engendrer des produits ressources faisant appel au sens du lieu. Ces auteurs prennent l'exemple d'une expérience réussie de valorisation d'une ressource territoriale, celle de la châtaigne dans le PNR des Monts d'Ardèche puis une expérience manquée de territorialisation d'une offre spécifique, celle du coffret ou du panier de biens de Chabaran au nord du Vercors dans les Alpes françaises. Les auteurs s'interrogent sur les causes des destinées opposées dans ces deux projets. Pierre Antoine Landel et Nicolas Senil montrent quant à eux que la valorisation et la préservation d'un patrimoine empruntent fréquemment des voies suffisamment spécifiques pour participer à la création de véritables ressources patrimoniales. Magalie Franchomme, Christelle Hinnewinkel et Guillaume Schmidt abordent les processus participatifs pour mieux prendre en compte la préservation du patrimoine « biodiversité » dans l'agglomération de Lille dans le Nord de la France.

Cet ouvrage rassemble de nombreux auteurs, 31 au total, français ou étrangers, la plupart d'entre eux universitaires. Nous avons tenu à ouvrir les réflexions à des praticiens engagés dans des démarches territoriales afin d'enrichir le débat. Anne-Françoise Hirsch, médecin coordinatrice du centre de soins La Trame de l'ANPAA 59 et présidente de l'association Généralistes et toxicomanie 59/62 et Bertrand Sauvage, directeur du service Économie-Emploi-Enseignement supérieur à la ville de Roubaix ont trouvé le temps de rédiger une contribution. Nous les remercions sincèrement tout comme l'ensemble des auteurs d'avoir répondu favorablement à nos sollicitations pour cet ouvrage.